



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 8 mai 2008 (29.05)
(OR. en)**

9143/08

**COPEN 89
EJN 37
EUROJUST 44**

NOTE

| | |
|--------|--|
| de la: | délégation maltaise |
| au: | Groupe "Coopération en matière pénale" (experts en matière de mandat d'arrêt européen) |

| | |
|-----------------|---|
| No. prev. doc.: | 12439/04 COPEN 107 EJN 59 EUROJUST 76 |
| Objet: | Mise en œuvre de la décision-cadre (2002/584/JAI) relative au mandat d'arrêt européen - iche Française |

Introduction

Le présent aide-mémoire, élaboré par le gouvernement maltais, est destiné à servir de guide pour les autres États membres de l'Union européenne: il explique comment Malte a mis en œuvre la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

L'aide-mémoire n'entend pas se substituer à la législation, dont il a pour but de résumer les dispositions. En cas de doute, il convient toujours de se reporter aux textes de loi, qui figurent en annexe au présent aide-mémoire. Ce dernier doit permettre aux États membres de mieux comprendre la procédure appliquée par Malte lorsqu'une demande de remise d'une personne lui est adressée dans le cadre du mandat d'arrêt européen.

L'aide-mémoire ne concerne donc pas les pays non membres de l'UE qui adressent à Malte une demande d'extradition, auquel cas la loi sur l'extradition (Chapitre 276 des lois de Malte) reste d'application, de même que toute ordonnance en vigueur prise en vertu de ses dispositions. Ladite loi est aussi applicable à l'égard des pays de l'UE qui n'appliquent pas la procédure du mandat d'arrêt européen.

Pour de plus amples informations, il est recommandé de s'adresser aux services figurant à la fin du présent aide-mémoire.

Date d'entrée en vigueur

L'ordonnance relative à l'extradition (pays tiers désignés) (LN 320/04) qui transpose la décision-cadre dans le droit national, sur la base de la loi sur l'extradition (chapitre 276) a été adoptée par le vice-premier ministre et ministre de la justice et de l'intérieur. L'ordonnance s'applique, d'une part, aux demandes reçues ou émises par Malte à partir du 7 juin 2004 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance) visant à obtenir le renvoi d'un délinquant en fuite d'un pays visé à l'annexe ou vers un tel pays et, d'autre part, aux personnes renvoyées à Malte depuis un pays visé à l'annexe¹ en vertu d'une demande émise sur la base de cette ordonnance.

Défaut de mise en œuvre du mandat d'arrêt européen par d'autres États membres

Si un autre État membre n'a pas mis en œuvre le mandat d'arrêt européen et ne figure donc pas sur la liste des pays visés à l'annexe à l'ordonnance, il devra continuer à émettre des demandes d'extradition selon la procédure antérieure au mandat d'arrêt européen. Malte sera en mesure de traiter ces demandes, mais appliquera la procédure prévue par la loi sur l'extradition (chapitre 276); elles ne bénéficieront donc pas de la procédure simplifiée du mandat d'arrêt européen que prévoit l'ordonnance.

Malte garde la possibilité d'émettre des demandes d'extradition selon la procédure antérieure au mandat d'arrêt européen pour ce qui est des demandes émises par Malte à compter du 7 juin 2004 et visant à obtenir le renvoi d'un délinquant en fuite et pour ce qui est des personnes renvoyées depuis un pays non visé à l'annexe. La loi sur l'extradition (Chapitre 276) continuera de s'appliquer en ce qui concerne les pays non visés à l'annexe.

¹ On entend par "pays visé à l'annexe" tout pays figurant sur la liste de l'annexe 1 à l'ordonnance.

Date de l'infraction

Toutes les demandes émises par Malte après le 7 juin 2004 prendront la forme d'un mandat d'arrêt européen, indépendamment de la date de l'infraction invoquée. De manière analogue, Malte acceptera les mandats d'arrêt européens reçus après le 7 juin 2004 et les traitera, même si l'infraction invoquée est antérieure à cette date. Toutefois, lorsqu'un pays visé à l'annexe fait savoir qu'il entend, en tant qu'État requis, appliquer les règles d'extradition antérieures au mandat d'arrêt européen pour les faits commis avant la date d'entrée en vigueur de ses dispositions internes relatives au mandat d'arrêt européen, Malte continuera d'appliquer à l'égard de cet État les règles d'extradition antérieures au mandat d'arrêt européen.

Lorsque Malte est l'État requis

Mandat d'arrêt européen portant sur plusieurs délits

Aucune disposition dans le droit maltais ne s'oppose au traitement d'un mandat d'arrêt européen visant plusieurs infractions. Toutes les infractions pour lesquelles la personne à extraditer est recherchée devraient être mentionnées dans le même mandat d'arrêt européen.

Si une même personne fait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt européens, ceux-ci seront considérés comme des demandes concurrentes, priorité étant alors donnée à l'une d'entre elles. C'est par conséquent exclusivement au titre de cette infraction présumée que l'intéressé fera l'objet de la remise; si l'autorité requérante souhaite poursuivre cette personne pour une autre ou plusieurs autres infractions, une demande de dérogation à la règle de la spécialité présentée selon les formes prévues par l'ordonnance sera exigée.

Malte émet des mandats d'arrêt européens portant sur plusieurs infractions; les États membres qui n'admettent pas ce type de mandat sont invités à en informer le gouvernement maltais dans les meilleurs délais.

Procédure d'introduction d'une demande d'extradition

Demandes émises aux fins de poursuites

Les demandes adressées à Malte en vue de la remise d'une personne aux fins de poursuites doivent revêtir la forme d'un mandat d'arrêt qui:

- a) est émis par une autorité judiciaire reconnue d'un pays visé à l'annexe;

- b) contient une déclaration indiquant que la personne est accusée, dans le pays visé à l'annexe, d'avoir commis une ou plusieurs infractions qui sont précisées dans le mandat, et que le mandat a été émis en vue de son arrestation et de son extradition vers ledit pays visé à l'annexe, afin qu'elle puisse être poursuivie pour cette/ces infraction(s);
- c) contient les éléments suivants:
 - i. précisions permettant notamment d'établir l'identité et la nationalité de la personne;
 - ii. précisions sur les faits dont la personne est accusée et sur les dispositions légales fondant l'accusation, description juridique de l'infraction et copie des textes de loi qui s'y rapportent ou (si cela n'est pas possible) indication des dispositions légales en question;
 - iii. précisions sur tout autre mandat émis dans le pays requérant visé à l'annexe aux fins de l'arrestation de la personne au titre de l'infraction/des infractions visées dans le mandat;
 - iv. précisions sur la peine susceptible d'être infligée en vertu du droit du pays requérant visé à l'annexe au titre de l'infraction/des infractions si la personne est condamnée.

Demandes émises à la suite d'une condamnation

Dans les cas où la personne a fait l'objet d'une condamnation, les demandes adressées à Malte doivent revêtir la forme d'un mandat d'arrêt qui:

- a) est émis par une autorité judiciaire reconnue d'un pays visé à l'annexe;
- b) contient une déclaration indiquant que la personne est supposée être illégalement en liberté après avoir fait l'objet d'une condamnation pour une ou plusieurs infractions, précisées dans le mandat, par un tribunal situé dans pays visé à l'annexe, et que le mandat a été émis en vue de son arrestation et de son extradition vers le pays visé à l'annexe afin qu'une peine puisse être prononcée à son encontre pour la ou les infractions ou qu'elle puisse exécuter une peine d'emprisonnement ou une autre forme de détention infligée au titre de cette/ces infraction(s);
- c) contient les éléments suivants:
 - i. précisions permettant notamment d'établir l'identité et la nationalité de la personne;
 - ii. précisions sur la condamnation;
 - iii. précisions sur tout autre mandat émis dans le pays requérant visé à l'annexe aux fins de l'arrestation de la personne au titre de l'infraction/des infractions;

- iv. précisions sur la peine susceptible d'être infligée en vertu du droit de l'État requérant au titre de l'infraction/des infractions, si aucune peine n'a encore été prononcée à l'encontre de la personne pour cette infraction/ces infraction(s);
- v. précisions sur la peine qui a été infligée en vertu du droit de l'État requérant visé à l'annexe au titre de l'infraction/des infractions, si une peine a déjà été prononcée à l'encontre de la personne pour cette infraction/ces infraction(s).

Ces deux types de mandats (mandat aux fins de poursuites et mandat à la suite d'une condamnation) sont désignés sous le terme de "mandat relevant de la partie II".

Dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre, il doit être délivré, outre un mandat relevant de la partie II conforme aux exigences figurant ci-dessus, un certificat, établi par une autorité judiciaire du pays visé à l'annexe, qui atteste que l'infraction ou les infractions en question relèvent d'une des catégories figurant dans la liste 2 annexée à l'ordonnance¹ et qu'elles donnent lieu à la sanction appropriée.

Le formulaire du mandat d'arrêt européen qui figure en annexe à la décision-cadre, reprenant les informations requises par le même formulaire, constitue un mandat relevant de la partie II.

Malte a une autorité centrale désignée. Tous les mandats d'arrêt européens doivent être adressés à l'"Attorney General's Chambers" (Bureau de l'Attorney General - voir précisions figurant ci-dessous), qui certifie également les demandes reçues.

L'Attorney General est tenu de certifier que la demande reçue émane d'une autorité qui a qualité pour émettre des mandats d'arrêt dans l'État requérant. Des informations complémentaires peuvent être demandées à l'autorité requérante, si elles sont nécessaires pour cette certification.

Toutes les demandes doivent être rédigées en maltais ou en anglais ou être accompagnées d'une traduction dans l'une de ces deux langues. Un mandat relevant de la partie II peut être transmis par tout moyen sûr permettant d'en obtenir une trace écrite et dans des conditions permettant d'en vérifier l'authenticité.

¹ On entend par "agissement visé à l'annexe" tout agissement figurant sur la liste des agissements visés à l'annexe 2 à l'ordonnance.

Malte participe au Système d'information Schengen. Une alerte relevant de l'article 95 est réputée être un mandat relevant de la partie II établi par l'autorité d'un pays visé à l'annexe, en attendant la réception de l'original en bonne et due forme et toute information envoyée avec l'alerte concernant ce dossier est réputée figurer dans le mandat.

Dans les cas urgents, lorsque les informations requises relatives au mandat d'arrêt européen sollicitées n'ont pas encore été transmises à Malte, un mandat d'arrêt provisoire doit être émis par un magistrat et exécuté par un officier de police ayant au moins le rang d'inspecteur. La personne arrêtée doit être déférée à la juridiction compétente dans les 48 heures; au terme de ce délai, un mandat d'arrêt européen certifié par l'Attorney General doit être produit, faute de quoi la personne doit être remise en liberté.

La juridiction aura le pouvoir de placer en détention provisoire la personne arrêtée ou de la libérer sous caution.

Arrestation

Une fois que l'Attorney General a certifié le mandat d'arrêt européen reçu, celui-ci est transmis à la police, qui a pour mission de rechercher, d'identifier et d'arrêter la personne dont l'extradition est demandée.

Un magistrat peut également émettre un mandat d'arrêt provisoire, ainsi qu'il a été expliqué plus haut. Une personne arrêtée en vertu d'un mandat sera déférée aussi vite que faire se peut à la "Court of Magistrates" (Cour des magistrats), et au plus tard dans un délai de 48 heures, à défaut de quoi la personne arrêtée doit être remise en liberté dès lors qu'elle introduit une demande en ce sens.

La première audition

Au cours de la première audition, les documents suivants doivent être produits:

- i. la demande de renvoi du délinquant en fuite émanant du pays figurant à l'annexe où a été émis le mandat d'arrêt ("mandat relevant de la partie II");

- ii. le certificat délivré par l'Attorney General établissant que l'autorité qui a émis le "mandat relevant de la partie II" a qualité pour émettre de tels mandats dans l'État requérant. Dans le cas d'une arrestation effectuée sur la base d'une alerte relevant de l'article 95, sera produit un certificat délivré par l'Attorney General indiquant que l'alerte a été émise à la demande d'une autorité qui a qualité pour émettre des alertes.

À défaut de production de ces documents devant la juridiction, la personne arrêtée doit être remise en liberté dès lors qu'elle introduit une demande en ce sens. Toutefois, si la cour juge que les informations communiquées par l'autorité qui a émis le "mandat relevant de la partie II" ne sont pas suffisantes pour lui permettre de statuer sur la remise, elle demandera les informations complémentaires nécessaires sous réserve d'un délai éventuel qu'elle pourrait prévoir à cet effet.

Au cours de la première audience, le magistrat doit, en se fondant sur les vraisemblances, décider si la personne comparaissant devant la "Court of Committal" (Cour d'accusation) est la personne visée par le mandat. Si la cour ne conclut pas en ce sens, ladite personne doit être remise en liberté.

Au cours de cette même audition, le magistrat doit:

- i. déterminer une date à laquelle doit débiter l'audition principale, sans que cette date puisse se situer plus de vingt jours après la première audition;
- ii. informer la personne de la teneur du mandat;
- iii. informer la personne arrêtée qu'elle a le droit de consentir à être renvoyée dans le pays requérant figurant à l'annexe, auquel cas la cour, dès lors qu'elle est assurée du caractère volontaire dudit consentement, place la personne sous mandat de dépôt en attendant son renvoi;
- iv. expliquer la procédure applicable dès lors que le consentement aura été donné;
- v. expliquer que le consentement doit être donné devant la cour et qu'il est irrévocable.
- vi. Sur demande introduite par la personne arrêtée, la cour peut lui accorder la liberté sous caution.

Au cours de cette procédure, l'autorité requérante sera représentée par les forces de l'ordre, éventuellement assistées du bureau de l'Attorney General. Ces modalités sont également valables pour tous les actes de procédure suivants.

L'audition d'extradition

Au cours de l'audition d'extradition, le magistrat doit décider si l'infraction visée par le mandat est une infraction pouvant donner lieu à extradition.

Définition de l'infraction pouvant donner lieu à extradition

Les infractions pouvant donner lieu à extradition sont les suivantes:

A. Dans le cadre d'une procédure d'accusation:

1. une infraction commise dans un pays visé à l'annexe et dont aucun fait constitutif n'a eu lieu sur le territoire maltais, pour laquelle un certificat établit que le comportement en question relève de la liste figurant à l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre et qui est susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de trois ans ou plus dans le pays visé à l'annexe.
2. une infraction commise dans un pays visé à l'annexe, qui constituerait à Malte une infraction si les faits avaient eu lieu à Malte et qui est susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus dans le pays visé à l'annexe;
3. une infraction commise hors d'un pays visé à l'annexe, qui est susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus dans le pays en question et qui, dans des circonstances similaires, constituerait à Malte une infraction extraterritoriale et serait susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus;
4. une infraction commise hors d'un pays visé à l'annexe, dont aucun élément constitutif n'a eu lieu sur le territoire maltais, qui est susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus dans le pays en question et qui, dans des circonstances similaires, constituerait à Malte une infraction susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus;
5. une infraction commise hors d'un pays visé à l'annexe, dont aucun élément constitutif n'a eu lieu sur le territoire maltais, qui est susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus dans le pays en question et qui constitue ou constituerait, si elle avait été commise sur le territoire maltais, un crime de génocide, un crime contre l'humanité ou un crime de guerre.

B. Dans le cadre d'une procédure de condamnation

1. une infraction commise dans un pays visé à l'annexe et dont aucun fait constitutif n'a eu lieu sur le territoire maltais, pour laquelle un certificat établit que le comportement en question relève de la liste figurant à l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre et pour laquelle une peine d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus a été prononcée dans le pays visé à l'annexe;
2. une infraction commise dans un pays visé à l'annexe, qui constituerait à Malte une infraction si les faits avaient eu lieu à Malte et pour laquelle une peine d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de quatre mois ou plus a été prononcée dans le pays visé à l'annexe;
3. une infraction commise hors d'un pays visé à l'annexe qui, dans des circonstances similaires, constituerait à Malte une infraction extraterritoriale susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus et pour laquelle une peine d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de quatre mois ou plus a été prononcée dans le pays visé à l'annexe;
4. une infraction commise hors d'un pays visé à l'annexe, dont aucun élément constitutif n'a eu lieu sur le territoire maltais, et qui, dans des circonstances similaires, constituerait à Malte une infraction susceptible d'une peine maximale d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de douze mois ou plus et pour laquelle une peine d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de quatre mois ou plus a été prononcée dans le pays visé à l'annexe;
5. une infraction commise hors d'un pays figurant à l'annexe et dont aucun élément constitutif n'a eu lieu sur le territoire maltais, pour laquelle une peine d'emprisonnement (ou autre forme de privation de liberté) de quatre mois ou plus a été prononcée dans le pays visé à l'annexe et qui constitue ou constituerait, si elle avait été commise sur le territoire maltais, un crime de génocide, un crime contre l'humanité ou un crime de guerre.
6. Si la réponse est négative, la cour doit remettre en liberté la personne arrêtée; en revanche, si elle se prononce par l'affirmative, elle doit vérifier s'il subsiste l'un des obstacles à la remise suivants:
 - i. règle "ne bis in idem",
 - ii. éléments d'extranéité,
 - iii. prescription,
 - iv. âge de la personne,
 - v. spécialité,
 - vi. extradition antérieure de la personne vers Malte depuis un pays visé à l'annexe,
 - vii. extradition antérieure de la personne vers Malte depuis un pays autre que ceux visés à l'annexe,

- viii. amnistie,
- ix. peine de mort.

Si aucun de ces obstacles à la remise ne se vérifie, la cour doit mettre la personne sous mandat de dépôt en attendant son renvoi.

La décision relative à la remise sera prise par la cour dans un délai de un mois à compter de la date de l'arrestation de la personne à l'égard de laquelle a été émis le "mandat relevant de la partie II".

Par conséquent, lorsqu'une personne fait l'objet d'un mandat de dépôt, la Cour l'informe non seulement que son renvoi n'interviendra pas avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de la date du placement sous mandat de dépôt qu'elle a prononcé, mais également qu'elle a le droit d'interjeter appel auprès de la cour d'appel pénale et que, si cette personne estime que son renvoi contrevient ou peut contrevenir à une disposition lui garantissant de ne pas être extradée, que ses droits constitutionnels ont été méconnus ou qu'il a été porté atteinte à ses droits et libertés fondamentaux dans des conditions justifiant la réformation, l'annulation ou la modification de la décision de placement sous mandat de dépôt prise par la cour, ladite personne a le droit d'intenter une action en réparation.

La personne qui bénéficie d'une décision de remise en liberté restera en détention jusqu'à l'expiration d'un délai de trois jours à compter de la décision. Si l'Attorney General interjette appel, la personne sous mandat de dépôt doit rester en détention jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel, ou que ce dernier ait été abandonné ou que l'Attorney General ait consenti à sa libération.

L'appel

L'appel contre une décision de placement sous mandat de dépôt sera formé au plus tard quatre jours ouvrables après la date de la décision. L'Attorney General peut également interjeter appel contre une décision de remise en liberté de la personne recherchée. L'appel doit alors être formé dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date de réception de l'extrait du jugement. L'audition en appel aura lieu, sauf accord de l'Attorney General et de la personne recherchée, au plus tôt deux jours après que l'audition a été notifiée aux parties.

La décision de la cour d'appel pénale sera prise au plus tard un mois après la date où appel a été interjeté par l'Attorney General ou par la personne à l'égard de laquelle a été émis le "mandat relevant de la partie II".

Délais d'extradition

En présence d'une décision ordonnant le renvoi de la personne

Lorsqu'une décision ordonne le renvoi de la personne et que celle-ci n'est pas remise en liberté par décision de la cour d'appel pénale ou par une autre juridiction, ladite personne sera renvoyée dans le pays requérant visé à l'annexe au plus tôt après une période de sept jours à compter de la date de la décision.

En l'absence d'appel ou d'une autre procédure

Lorsqu'il n'a pas été fait appel et qu'aucune autre procédure n'a été entamée (et à condition que le placement sous mandat de dépôt n'ait pas été décidé après que la personne recherchée a consenti à son renvoi), la personne recherchée doit être remise au pays visé à l'annexe dans un délai de dix jours à compter de la date de la décision, à moins qu'il n'ait été porté à la connaissance de la cour que l'autorité judiciaire requérante a donné son accord pour une date ultérieure, auquel cas la remise doit avoir lieu dans un délai de dix jours à compter de cette dernière date.

Le fait de ne pas procéder à la remise de la personne recherchée dans les délais prévus entraîne, sur demande en ce sens introduite par la personne, sa remise en liberté, à moins qu'il ne soit possible de produire un motif raisonnable justifiant le retard.

En présence d'un appel ou d'une autre procédure

De manière analogue, si la personne placée sous mandat de dépôt interjette appel ou entame d'autres procédures pouvant entraîner la réformation, l'annulation ou la modification de la décision de la cour et qu'il est conclu à l'issue de cette démarche à la remise de la personne, cette dernière doit être renvoyée dans le pays visé à l'annexe dans un délai de dix jours à compter de la date de l'arrêt de la juridiction d'appel.

Lorsqu'il existe un délai, fixé par la loi ou imparti par une décision de la cour ou par un arrêt, pour entamer une procédure de cette nature ou en cas de désistement ou d'abandon d'instance, la période de dix jours commence à courir à la date à laquelle ledit délai aurait expiré ou à la date du désistement ou de l'abandon de la procédure.

Lorsqu'il est porté à la connaissance de la cour que l'autorité judiciaire requérante a donné son accord pour que la remise ait lieu à une date ultérieure, le renvoi de la personne doit être effectué dans un délai de dix jours à compter de cette dernière date.

Consentement à l'extradition

Une personne peut consentir à sa remise si son consentement est donné devant la cour et recueilli par écrit. Si une personne consent à sa remise, elle doit aussi déclarer si elle renonce à tout droit qu'elle aurait eu (hormis le consentement) de ne pas répondre, dans le pays visé à l'annexe, d'infractions commises avant son renvoi. Une fois donné, le consentement est irrévocable.

Pour que le consentement soit valable au regard de l'ordonnance, la personne recherchée doit être représentée par un avocat devant la cour au moment où elle donne son consentement ou elle doit avoir été informée de son droit à une aide juridique et, ayant eu la possibilité de faire une demande en ce sens, elle doit avoir refusé cette aide ou s'être abstenue de la demander ou, ayant fait une telle demande, elle doit se l'être vu refuser ou se l'être vu retirer après l'avoir obtenue.

Une fois que le consentement a été donné et que la cour s'est assurée de son caractère volontaire, toutes les actions engagées prennent fin et la cour doit placer la personne sous mandat de dépôt en attendant son renvoi. La cour est alors tenue, dans un délai de dix jours, de prendre une ordonnance de remise de la personne. Cette dernière doit faire l'objet d'une remise dans un nouveau délai de dix jours à compter de l'ordonnance de la cour. Lorsque la cour et l'autorité judiciaire requérante conviennent d'une date ultérieure, la remise de la personne recherchée doit être effectuée dans un délai de dix jours à compter de cette dernière date.

Le non-respect des délais prévus peut entraîner la remise en liberté de la personne recherchée.

Concours de mandats relevant de la partie II

Le droit maltais prévoit qu'en cas de concours de mandats d'arrêt européens, il appartient à la cour de décider à quel mandat il convient d'accorder la priorité; elle a la possibilité d'ordonner le report de tous actes relatifs au mandat relevant de la partie II en question jusqu'au règlement définitif de l'autre mandat ou, si une ordonnance a été prise qui prévoit le renvoi de la personne au titre du mandat d'arrêt en question, d'ordonner le report de ce renvoi jusqu'au règlement définitif de l'autre mandat.

Pour décider à quel mandat il convient d'accorder la priorité, la cour doit tenir compte de la gravité de l'infraction, de la date des différentes demandes, de la nationalité ou de la citoyenneté de la personne en question et de son domicile, du lieu où ont été commises (ou sont supposées avoir été commises) les différentes infractions et de la question de savoir si, pour les différentes infractions, la personne est accusée de les avoir commises (sans qu'une condamnation lui soit opposable) ou s'il est allégué qu'elle est illégalement en liberté après avoir fait l'objet d'une condamnation.

Concours de demandes d'extradition

Lorsque la personne recherchée n'a pas fait l'objet d'un renvoi

Lorsqu'un mandat d'arrêt européen (ce qui suppose un mandat relevant de la partie II et un certificat émis par l'Attorney General, comme il a été vu plus haut) est en concurrence avec une demande d'extradition adressée par un pays non visé à l'annexe et que la personne n'a pas encore fait l'objet d'un renvoi au titre du mandat, il appartient au ministre de la justice de décider à quelle demande il convient d'accorder la priorité. Pour trancher cette question, le ministre doit tenir compte de la gravité de l'infraction, de la date des différentes demandes, de la nationalité ou de la citoyenneté de la personne en question et de son domicile, du lieu où ont été commises (ou sont supposées avoir été commises) les différentes infractions et de la question de savoir si, pour les différentes infractions, la personne est accusée de les avoir commises (sans qu'une condamnation lui soit opposable) ou s'il est allégué qu'elle est illégalement en liberté après avoir fait l'objet d'une condamnation.

Problèmes surgissant avant la fin de l'audition d'extradition

Personnes purgeant une peine à Malte

Si pendant l'audition d'extradition il est porté à la connaissance de la cour que la personne recherchée purge une peine de prison ou une autre mesure privative de liberté à Malte, la cour peut reporter l'audition d'extradition jusqu'à ce que la peine ait été accomplie ou procéder à la remise temporaire de la personne.

Personnes faisant l'objet de poursuites à Malte

Si pendant l'audition d'extradition il est porté à la connaissance de la cour que la personne faisant l'objet d'un "mandat relevant de la partie II" est accusée d'une infraction à Malte, fondée sur le même acte que le mandat relevant de la partie II, la cour peut reporter l'audition d'extradition jusqu'à ce que les charges soient abandonnées, qu'elles fassent l'objet d'un désistement, en cas de décision de non-lieu ou de suspension sine die. Cependant, si avant de reporter l'audition d'extradition, la cour a décidé si la règle "ne bis in idem" interdisait ou non le renvoi de la personne, elle doit statuer à nouveau sur cette question après la reprise de l'audition.

Si pendant l'audition d'extradition, il est porté à la connaissance de la cour que la personne faisant l'objet d'un "mandat relevant de la partie II" est accusée d'une infraction à Malte, fondée sur un acte autre que celui sur lequel repose le "mandat relevant de la partie II", si la cour place la personne sous mandat de dépôt en attendant son renvoi et que la personne est toujours poursuivie pour ces infractions, elle peut:

- a) différer la remise de la personne jusqu'à ce que les charges soient abandonnées, qu'elles fassent l'objet d'un désistement, en cas de décision de non-lieu ou de suspension sine die: même si, à tout moment après la décision de report, la cour peut accorder la liberté sous caution à la personne dont la remise a été différée temporairement, lorsque l'un des événements susmentionnés se produit, la cour ordonne immédiatement la réarrestation et la remise de la personne; ou
- b) procède à la remise temporaire de la personne dans les conditions convenues par écrit avec l'autorité qui a émis le "mandat relevant de la partie II".

Si la cour place la personne sous mandat de dépôt en attendant son renvoi qu'une peine a déjà été prononcée à l'encontre de cette personne et qu'elle n'a pas purgé sa peine, la cour peut différer la remise jusqu'à ce que la personne ait purgé sa peine, ou procéder à la remise temporaire de la personne dans les conditions convenues par écrit avec l'autorité qui a émis le "mandat relevant de la partie II".

Poursuite pour d'autres infractions/Remise ou extradition ultérieure

Malte n'entend pas procéder aux notifications visées à l'article 27, paragraphe 1, et à l'article 28, paragraphe 1, de la décision-cadre.

Demandes émises

À Malte, un mandat d'arrêt européen peut être émis par un magistrat sur requête d'un officier de police ayant au moins le rang d'inspecteur et à condition que l'Attorney General ait donné son consentement à l'émission du mandat et qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne recherchée a commis une infraction pouvant donner lieu à une extradition ou qu'elle est illégalement en liberté après avoir fait l'objet d'une condamnation par une juridiction maltaise pour une infraction pouvant donner lieu à extradition.

Personnes à contacter

Les questions relatives à la loi transposant la décision-cadre, aux aspects pratiques du nouveau système, aux demandes fondées sur les dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du mandat d'arrêt européen ou à des questions d'ordre général doivent être adressées à l'"Attorney General's Chambers" (Bureau de l'Attorney General) (Coopération internationale en matière pénale) et à l'Unité "Relations internationales" de la police. Leurs coordonnées sont les suivantes:

Adresse: Attorney General's Chambers
(International Co-Operation in Criminal Matters)
The Palace
Valletta
Malta
Tél.: +356 2122 1223
Télécopieur: +356 2568 3103
Adresse électronique: donatella.m.frendo-dimech@gov.mt

Adresse: International Relations Unit
Police General Headquarters
Floriana
Tél.: +356 2294 2113
Télécopieur: +356 2122 3376
Adresse électronique: sirene.police@gov.mt
